

3° een laatste schijf die het saldo van de premie vertegenwoordigt als de onderneming het bewijs levert dat zij het gehele toegelaten investeringsprogramma uitgevoerd en betaald heeft.

De bewijzen bedoeld in leden 1, 1°, en 2, 1°, kunnen voorgelegd worden door de onderneming middels een attest waarvan het model beschikbaar is bij het bestuur, oprecht en waar verklaard door een bedrijfsrevisor om aan te tonen dat de betrokken delen van het toegelaten investeringsprogramma uitgevoerd en betaald zijn.

In afwijking van de artikelen 15, lid 1, en 16, lid 1, wordt de uitbetaling van elke schijf van de premie bedoeld in leden 1 of 2, naast de inachtneming van de formaliteiten bedoeld in artikel 13, lid 1, ondergeschikt gemaakt aan de naleving van de milieuwet- en -regelgeving."

Art. 13. In hetzelfde besluit wordt een artikel 17ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 17ter. De Minister kan in de gevallen die behoorlijk verantwoord worden door onderneming bedoeld in artikel 2bis, §§ 1 of 2, 50 % van het bedrag van de premie, berekend volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 7bis, § 1, 1°, 2°, c) tot g), of § 2, 1°, 2°, b) tot f), behouden als minstens 80 % van de werkgelegenheidsdoelstelling bedoeld in artikel 2bis, § 1, lid 1, 1°, bereikt wordt."

Art. 14. Het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2000 betreffende de uitvoering van het ontwikkelingsplan medegefinancierd door het gewestelijke ontwikkelingsfonds. — Doelstelling wordt opgeheven.

Art. 15. Het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende de uitvoering van specifieke steunregelingen voor investeringen voorzien in de Enige Programmeringsdocumenten Doelstelling 2 (2000-2006) "Maas-Vesder" en "Plattelandsgebieden" wordt opgeheven.

Art. 16. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 21 maart 2007.

Art. 17. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 januari 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,
J.-C. MARCOURT

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 394

[2008/200384]

17 JANVIER 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 20;

Vu le Règlement (CE) n° 1080/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006, relatif au Fonds européen de Développement régional et abrogeant le Règlement n° 1783/1999;

Vu le Règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 portant dispositions générales sur le Fonds européen de Développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1260/1999;

Vu le Règlement (CE) n° 1628/2006 de la Commission du 24 octobre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité aux aides nationales à l'investissement à finalité régionale;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, modifié par le décret du 12 février 2004 et par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 avril 2005 et 9 février 2006, notamment les articles 19, alinéas 1^{er} et 2, et 23, alinéa 1^{er}, du décret;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 avril 2005, 9 février 2006, 27 avril 2006 et 6 décembre 2006;

Considérant les lignes directrices concernant les aides d'Etat à finalité régionale pour la période 2007-2013;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 déterminant les zones de développement dans le respect de l'article 87, § 3, a) et c), du Traité instituant la Communauté européenne et les plafonds fixés par les lignes directrices concernant les aides à finalité régionale pour la période 2007-2013;

Considérant la décision de la Commission européenne n° 745/06 du 21 février 2007 "Lignes directrices concernant les aides d'Etat à finalité régionale pour la période 2007-2013 - Carte des aides d'Etat à finalité régionale : Belgique, Bulgarie, Roumanie;

Considérant l'avis officiel publié au *Moniteur belge* du 21 mars 2007, p. 16068;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 juin 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juin 2007;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 43.867/2/V, donné le 24 août 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées le 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, est remplacé par la disposition suivante :

"4° "la moyenne entreprise" : l'entreprise visée à l'article 3, § 3, du décret dont l'effectif d'emploi et les seuils financiers sont ceux visés à l'article 2.1. de l'annexe P^{re} du Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité CE aux aides d'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises et à l'exclusion de la catégorie de la petite entreprise visée au point 5;"

Art. 2. L'article 1^{er}, 5^o, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 avril 2005, est remplacé par la disposition suivante :

"5^o "la petite entreprise" : l'entreprise visée à l'article 3, § 3, du décret dont l'effectif d'emploi et les seuils financiers sont ceux visés à l'article 2.2. de l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n^o 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 précité et dont fait partie la très petite entreprise mieux identifiée à l'article 2.3. de ladite annexe;"

Art. 3. L'article 1^{er}, 7^o, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"7^o "spin-off ou spin-out" : l'entreprise visée à l'article 3, § 6, du décret;"

Art. 4. L'article 1^{er} du même arrêté est complété comme suit :

"24^o "complément de programmation" convergence" : la mise en œuvre de la mesure 1.1 "stimulation des investissements créateurs d'emplois et de valeur ajoutée" du complément de programmation du Fonds européen de développement régional, ci-après dénommé : "F.E.D.E.R.", conformément à l'article 4 du Règlement n^o 1080/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 précité;

25^o "complément de programmation" compétitivité et emploi" : la mise en œuvre de la mesure 1.1 "stimulation des investissements créateurs d'emplois et de valeur ajoutée" du complément de programmation du F.E.D.E.R., conformément à l'article 5 du Règlement n^o 1080/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 précité;

26^o "emploi créé" : le ou les emploi(s) supplémentaire(s) créé(s) par rapport à l'effectif d'emploi de départ visé à l'article 1^{er}, 21^o, sauf si l'entreprise est soumise à un objectif d'emploi plus élevé dans le cadre d'un dossier précédent auquel cas cet objectif d'emploi est pris comme effectif d'emploi de départ;"

Art. 5. L'article 1^{er} du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

"Dans le cas d'une création d'entreprise, l'effectif d'emploi et les seuils financiers sont estimés de bonne foi sur base d'un plan financier."

Art. 6. Un article 2bis rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

"Art. 2bis. § 1^{er}. Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut octroyer une prime à l'investissement financée à 65 % à charge du budget de la Région et à 35 % à charge du F.E.D.E.R., dans le cadre du complément de programmation "convergence" ou du complément de programmation "compétitivité et emploi" à la moyenne entreprise qui, outre les conditions visées à l'article 2 :

1^o a un siège d'exploitation qui se situe dans une des zones de développement;

2^o crée dix emplois minimum;

3^o relève de secteurs ou parties de secteurs suivants :

a) les services aux entreprises;

b) les biotechnologies;

c) l'industrie chimique et pharmaceutique;

d) la production ou la mise en œuvre de nouveaux matériaux;

e) les technologies de l'information et de la communication, telles que l'informatique intelligente, le multimédia, les télécommunications, ainsi que la réception et la transmission;

f) l'aéronautique et le spatial;

g) la fabrication de machines et équipements;

h) la fabrication de matériel médical, de l'instrumentation scientifique, d'optique et de contrôle de procédures;

i) les plastiques;

j) la protection de l'environnement;

k) les énergies renouvelables, l'utilisation rationnelle de l'énergie;

l) l'agroalimentaire;

m) le transport combiné ou l'appui logistique;

n) les calls centers ou les centres de distribution;

o) la recherche et développement;

p) le tourisme.

Le Ministre précise les secteurs visés à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut octroyer une prime à l'investissement financée à 65 % à charge du Budget de la Région et à 35 % à charge du F.E.D.E.R., dans le cadre du complément de programmation "convergence" ou du complément de programmation "compétitivité et emploi" à la petite entreprise qui, outre les conditions visées à l'article 2 :

1^o a un siège d'exploitation qui se situe dans une des zones de développement;

2^o crée cinq emplois minimum ou trois emplois minimum s'il s'agit d'une création de spin-off ou de spin-out;

3^o relève de secteurs ou parties de secteurs visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o.

§ 3. Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut également octroyer une prime à l'investissement à la moyenne entreprise ou à la petite entreprise visée aux §§ 1^{er} ou 2, pour un programme d'investissements labellisé dans le cadre des pôles de compétitivité et qui ne se situe pas dans un des secteurs visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, à l'exception des secteurs exclus par l'article 4 du décret.

En outre, le Ministre peut admettre un programme d'investissements d'une moyenne entreprise ou d'une petite entreprise visée aux §§ 1^{er} ou 2, qui ne se situe pas dans un des secteurs visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, à l'exception des secteurs exclus par l'article 4 du décret.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut également octroyer à la moyenne entreprise ou à la petite entreprise visée aux §§ 1^{er} ou 2, une prime à l'investissement qui constitue une aide complémentaire en fonction de l'intérêt du programme d'investissements pour la Région, selon les pourcentages maxima et critères visés à l'article 10bis, §§ 1^{er}, d) à k), ou 2, b) à i).

§ 4. La clef de répartition visée au § 1^{er}, peut être augmentée, dans sa partie à charge du F.E.D.E.R., pour la moyenne entreprise, visée aux §§ 1^{er} ou 3, qui fait partie d'un pôle de compétitivité et qui crée plus de 50 emplois ou pour la moyenne entreprise visée aux §§ 1^{er} ou 3 qui crée plus de 100 emplois."

Art. 7. L'article 6, § 1^{er}, du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

"L'acquisition de terrain est toutefois limitée à 10 % du programme d'investissements admis pour l'entreprise qui réalise celui-ci dans le cadre du complément de programmation "convergence" ou du complément de programmation "compétitivité et emploi"."

Art. 8. L'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, du même arrêté est complété comme suit :

"Néanmoins, le seuil d'investissements admissibles est fixé à un minimum de :

1^o 250.000 euros en ce qui concerne la moyenne entreprise visée à l'article 2*bis*, §§ 1^{er} ou 3;

2^o 125.000 euros en ce qui concerne la petite entreprise visée à l'article 2*bis*, §§ 2 ou 3."

Art. 9. L'article 10, § 3, alinéa 1^{er}, du même arrêté est complété par la phrase suivante :

"La très petite entreprise qui introduit plusieurs dossiers durant cette période ne peut bénéficier de la première installation qu'une seule fois."

Art. 10. Un article 10*bis*, rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

"Art. 10*bis*. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 8 à 10, le montant de la prime à l'investissement visée à l'article 2*bis* §§ 1^{er}, 2 ou 3, octroyée à la moyenne entreprise ou à la petite entreprise visée à l'article 2*bis*, §§ 1^{er}, 2 ou 3 et relative au complément de programmation "convergence", est déterminé, conformément à l'intensité maximale des aides régionales fixée par la carte des aides d'Etat à finalité régionale approuvée par la Commission européenne le 21 février 2007, selon les modalités suivantes :

1^o une aide de base de 15 % du programme d'investissements admis, augmenté de 5 % s'il s'agit d'une création d'entreprise;

2^o une aide complémentaire dans les cas suivants :

a) 1 % par emploi créé au delà des seuils minima d'emplois créés visés à l'article 2*bis*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, ou § 2, 2^o, avec un plafond de 5 % maximum;

b) 5 % en cas de création de 30 emplois minimum par une moyenne entreprise s'ajoutant aux 5 % visés au a);

c) 5 % en cas de création de 20 emplois minimum par une petite entreprise s'ajoutant aux 5 % visés au a);

d) 5 % pour la moyenne entreprise ou la petite entreprise dont le programme d'investissements est labellisé dans le cadre des pôles de compétitivité;

e) 5 % pour la moyenne entreprise ou la petite entreprise dont le programme d'investissements est localisé dans une zone franche urbaine;

f) 2 % pour la création d'une moyenne entreprise sous la forme de spin-off ou de spin-out;

g) 4 % pour la création d'une petite entreprise sous la forme de spin-off ou de spin-out qualifiée de petite entreprise;

h) 2 % pour la moyenne entreprise dont le programme d'investissement présente un caractère innovant;

i) 4 % pour la petite entreprise dont le programme d'investissement présente un caractère innovant;

j) 2 % pour la moyenne entreprise dont le programme d'investissements porte sur la valorisation d'éco-innovations, l'utilisation rationnelle de l'énergie et les énergies renouvelables ou l'utilisation des meilleures techniques disponibles;

k) 4 % pour la petite entreprise dont le programme d'investissements porte sur la valorisation d'éco-innovations, l'utilisation rationnelle de l'énergie et les énergies renouvelables ou l'utilisation des meilleures techniques disponibles.

§ 2. Par dérogation aux articles 8 à 10, le montant de la prime à l'investissement visée à l'article 2*bis*, §§ 1^{er}, 2 ou 3, octroyée à la moyenne entreprise ou à la petite entreprise, visée à l'article 2*bis*, §§ 1^{er}, 2 ou 3, et relative au complément de programmation "compétitivité et emploi", est déterminé, conformément à l'intensité maximale des aides régionales fixée par la carte des aides d'Etat à finalité régionale approuvée par la Commission européenne le 21 février 2007, selon les modalités suivantes :

1^o une aide de base de 10 % du programme d'investissements admis, augmenté de 5 % s'il s'agit d'une création d'entreprise;

2^o une aide complémentaire dans les cas suivants :

a) 1 % par emploi créé au delà des seuils minima d'emplois créés visés à l'article 2*bis*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, ou § 2, 2^o, avec un plafond de 5 % maximum;

b) 5 % pour le programme d'investissements labellisé dans le cadre des pôles de compétitivité;

c) 5 % pour le programme d'investissements localisé dans une zone franche urbaine;

d) 2 % pour la création de spin-off ou de spin-out qualifiée de moyenne entreprise;

e) 4 % pour la création de spin-off ou de spin-out qualifiée de petite entreprise;

f) 2 % pour la moyenne entreprise dont le programme d'investissement présente un caractère innovant;

g) 4 % pour la petite entreprise dont le programme d'investissement présente un caractère innovant;

h) 2 % pour la moyenne entreprise dont le programme d'investissements porte sur la valorisation d'éco-innovations, l'utilisation rationnelle de l'énergie et les énergies renouvelables ou l'utilisation des meilleures techniques disponibles;

i) 4 % pour la petite entreprise dont le programme d'investissements porte sur la valorisation d'éco-innovations, l'utilisation rationnelle de l'énergie et les énergies renouvelables ou l'utilisation des meilleures techniques disponibles.

§ 3. Le montant total de la prime à l'investissement comprenant les aides visées aux §§ 1^{er} ou 2 ne peut excéder 75.000 euros par emploi créé."

Art. 11. Dans le même arrêté, il est inséré un article 17*bis* rédigé comme suit :

"Art. 17*bis*. § 1^{er}. En ce qui concerne la moyenne entreprise ou la petite entreprise, visée à l'article 2*bis*, §§ 1^{er}, 2 ou 3, qui bénéficie de la prime à l'investissement visée à l'article 10*bis*, §§ 1^{er} ou 2, et qui réalise un programme d'investissements admis d'un montant inférieur à un million d'euros, la liquidation de la prime à l'investissement s'effectue en deux tranches comme suit :

1^o une première tranche représentant 40 % du montant de la prime à l'investissement si la moyenne entreprise ou la petite entreprise produit la preuve qu'elle a réalisé et payé au moins 40 % du programme d'investissements admis;

2^o une dernière tranche représentant le solde de la prime à l'investissement si la moyenne entreprise ou la petite entreprise produit la preuve qu'elle a réalisé et payé la totalité du programme d'investissements admis.

§ 2. En ce qui concerne la moyenne entreprise ou la petite entreprise, visée à l'article 2*bis*, §§ 1^{er}, 2 ou 3, qui bénéficie de la prime à l'investissement visée à l'article 10*bis*, §§ 1^{er} ou 2, et qui réalise un programme d'investissements admis d'un montant d'un million d'euros et plus, la liquidation de la prime à l'investissement s'effectue en trois tranches comme suit :

1^o une première tranche représentant 40 % du montant de la prime à l'investissement si la moyenne entreprise ou la petite entreprise produit la preuve qu'elle a réalisé et payé au moins 40 % du programme d'investissements admis;

2^o une deuxième tranche représentant 30 % du montant de la prime à l'investissement si la moyenne entreprise ou la petite entreprise produit la preuve qu'elle a réalisé et payé au moins 70 % du programme d'investissements admis;

3° une dernière tranche représentant le solde de la prime à l'investissement si la moyenne entreprise ou la petite entreprise produit la preuve qu'elle a réalisé et payé la totalité du programme d'investissements admis.

§ 3. Les preuves visées aux §§ 1^{er}, 1°, et 2, 1°, peuvent être produites par la moyenne entreprise ou la petite entreprise au moyen d'une attestation dont le modèle est disponible auprès de l'administration et certifiée sincère et exacte par un réviseur d'entreprises ou un expert comptable indiquant la réalisation et le paiement des parties concernées du programme d'investissements admis.

Par dérogation à l'article 17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, la liquidation de chaque tranche de la prime à l'investissement visée aux §§ 1^{er} ou 2 est subordonnée au respect des formalités visées à l'article 16, alinéa 1^{er}."

Art. 12. Dans le même arrêté, il est inséré un article 17^{ter} libellé comme suit :

"Art. 17^{ter}. Le Ministre peut, dans les cas dûment justifiés par la moyenne entreprise ou la petite entreprise visée à l'article 2bis, §§ 1^{er}, 2 ou 3, maintenir 50 % du montant de la prime à l'investissement calculé selon les modalités visées à l'article 10bis, § 1^{er}, 1°, 2°, d) à k), ou § 2, 1°, 2°, b) à i), si au moins 80 % de l'objectif d'emploi visé à l'article 2bis, §§ 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, ou 2, 2°, est atteint."

Art. 13. Le présent arrêté produit ses effets le 21 mars 2007.

Art. 14. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur le, 17 janvier 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 394

[2008/200384]

17. JANUAR 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 20;

Aufgrund der Verordnung Nr. (EG) 1080/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juli 2006 über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1783/1999;

Aufgrund der Verordnung Nr. (EG) 1083/2006 des Rates vom 11. Juli 2006 mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds und den Kohäsionsfonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1260/1999;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1628/2006 der Kommission vom 24. Oktober 2006 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf regionale Investitionsbeihilfen der Mitgliedstaaten;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, abgeändert durch das Dekret vom 12. Februar 2004 und durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005 und vom 9. Februar 2006, insbesondere der Artikel 19, Absätze 1 und 2 und 23, Absatz 1 des Dekrets;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005, vom 9. Februar 2006, vom 27. April 2006 und vom 6. Dezember 2006;

In Erwägung der Leitlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung für den Zeitraum 2007-2013;

In der Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 zur Festlegung der Entwicklungsgebiete unter Beachtung von Artikel 87, § 3, a) und c) des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft und der durch die Leitlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung festgelegten Höchstbeträge für den Zeitraum 2007-2013;

In der Erwägung der Entscheidung der Europäischen Kommission Nr. 745/06 vom 21. Februar 2007 "Leitlinien für staatliche Beihilfen mit regionaler Zielsetzung für den Zeitraum 2007-2013 - Nationale Fördergebietskarte: Belgien, Bulgarien, Rumänien;

In der Erwägung der im *Belgischen Staatsblatt* vom 21. März 2007, S. 16068, veröffentlichten amtlichen Bekanntmachung 16068;

Aufgrund des am 19. Juni 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 20. Juni 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 24. August 2007 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 43.867/2/V;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1, 4° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- und Mittelbetriebe, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"4° "der Mittelbetrieb": der in Artikel 3, § 3 des Dekrets erwähnte Betrieb, dessen Beschäftigtenzahl und Finanzschwellen diejenigen sind, die in Artikel 2.1 des Anhangs I zur Verordnung (EG) Nr. 70/2001 der Kommission vom 12. Januar 2001 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf staatliche Beihilfen an kleine und mittlere Unternehmen angeführt sind, mit Ausnahme der Kategorie des unter Punkt 5 erwähnten Kleinbetriebs;"

Art. 2 - Artikel 1, 5° desselben Erlasses in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005 abgeänderten Fassung wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

" 5° "der Kleinbetrieb": der in Artikel 3, §3 des Dekrets erwähnte Betrieb, dessen Beschäftigtenzahl und Finanzschwellen diejenigen sind, die in Artikel 2.2. des Anhangs I zur vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 70/2001 der Kommission vom 12. Januar 2001 angeführt sind, und zu dem der in Artikel 2.3. des besagten Anhangs besser identifizierte Kleinstbetrieb gehört;"

Art. 3 - Artikel 1, 7° desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"7° "spin-off oder spin-out": der Betrieb im Sinne von Artikel 3, § 6 des Dekrets;"

Art. 4 - Artikel 1 desselben Erlasses wird wie folgt ergänzt:

"24° "Ergänzung zur Programmplanung "Konvergenz"": die Durchführung der Maßnahme "Förderung der Arbeitsstellen und Mehrwert schaffenden Investitionen" der Ergänzung zur Programmplanung des Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, weiter unten: "E.F.R.E." genannt, gemäß Artikel 4 der vorerwähnten Verordnung Nr. 1080/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juli 2006;

25° "Ergänzung zur Programmplanung "Wettbewerbsfähigkeit und Beschäftigung"": die Durchführung der Maßnahme 1.1 "Förderung der Arbeitsstellen und Mehrwert schaffenden Investitionen" der Ergänzung zur Programmplanung des E.F.R.E. gemäß Artikel 5 der vorerwähnten Verordnung Nr. 1080/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juli 2006;

26. "geschaffene Arbeitsstelle": die zusätzliche(n) Arbeitsstelle(n), die im Verhältnis zu der in Artikel 1, 21° erwähnten Ausgangszahl der Beschäftigten geschaffen wird bzw. werden, außer wenn der Betrieb einer höheren Zielsetzung in Sachen Beschäftigung im Rahmen einer vorigen Akte unterliegt, wobei diese Zielsetzung in Sachen Beschäftigung als Ausgangszahl der Beschäftigten genommen wird;"

Art. 5 - Artikel 1 desselben Erlasses wird um folgenden Absatz ergänzt:

"Im Falle einer Betriebsgründung werden die Beschäftigtenzahl und die finanziellen Schwellen gutgläubig auf der Grundlage eines Finanzplans geschätzt."

Art. 6 - In denselben Erlass wird ein Artikel *2bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. *2bis* - § 1. Der Minister oder der beauftragte Beamte kann eine zu 65% durch den Haushalt der Region und zu 35% durch den E.F.R.E. finanzierte Investitionsprämie gewähren, dies im Rahmen der Ergänzung zur Programmplanung "Konvergenz" oder der Ergänzung zur Programmplanung "Wettbewerbsfähigkeit und Beschäftigung" für den Mittelbetrieb, der neben den in Artikel 2 erwähnten Bedingungen:

1° einen Betriebssitz hat, der sich in einem der Fördergebiete befindet;

2° mindestens zehn Arbeitsplätze schafft;

3° den folgenden Sektoren oder Teilen von Sektoren angehört:

a) Dienstleistungen an Unternehmen;

b) Biotechnologien;

c) chemische und pharmazeutische Industrie;

d) Produktion oder Anwendung von neuen Materialien;

e) Informations- und Telekommunikationstechnologien, wie z. B. die intelligente Datenverarbeitung, die Multimedia-Industrie, die Telekommunikation sowie die Empfangs- und Übertragungstechnologie;

f) Luft- und Raumfahrt;

g) Fertigung von Maschinen und Ausrüstungen;

h) die Fertigung von medizinischem Material, von Instrumenten für die Wissenschaft, die Optik und die Prozesskontrolle;

j) Kunststoffe;

j) Umweltschutz;

k) die erneuerbaren Energien, die rationelle Energienutzung;

l) die Land- und Ernährungswirtschaft;

m) der kombinierte Verkehr oder die logistische Unterstützung;

n) die Call Centers oder die Verteilungszentren;

o) die Forschung und Entwicklung;

p) der Tourismus.

Der Minister bestimmt die in Absatz 1 erwähnten Sektoren näher.

§ 2. Der Minister oder der beauftragte Beamte kann eine zu 65% durch den Haushalt der Region und zu 35% durch den E.F.R.E. finanzierte Investitionsprämie gewähren, dies im Rahmen der Ergänzung zur Programmplanung "Konvergenz" oder der Ergänzung zur Programmplanung "Wettbewerbsfähigkeit und Beschäftigung" für den Kleinbetrieb, der neben den in Artikel 2 erwähnten Bedingungen:

1° einen Betriebssitz hat, der sich in einem der Fördergebiete befindet;

2° mindestens fünf Arbeitsstellen, oder mindestens drei Arbeitsstellen bei der Gründung eines spin-off oder spin-out-Unternehmens schafft;

3° den in § 1, Absatz 1, 3° erwähnten Sektoren oder Teilen von Sektoren angehört.

§ 3. Der Minister oder der beauftragte Beamte kann ebenfalls dem in § 1 oder § 2 erwähnten Mittelbetrieb bzw. Kleinbetrieb eine Investitionsprämie für ein Investitionsprogramm gewähren, das im Rahmen der Wettbewerbspole mit einem Prädikat versehen ist und das nicht einem der in § 1, Absatz 1, 3° erwähnten Sektoren angehört, mit Ausnahme der durch Artikel 4 des Dekrets ausgeschlossenen Sektoren.

Außerdem kann der Minister ein Investitionsprogramm eines in § 1 oder § 2 erwähnten Mittelbetriebs bzw. Kleinbetriebs annehmen, das nicht einem der in § 1, Absatz 1, 3° erwähnten Sektoren angehört, mit Ausnahme der durch Artikel 4 des Dekrets ausgeschlossenen Sektoren.

Der Minister oder der beauftragte Beamte kann ebenfalls dem in § 1 oder § 2 erwähnten Mittelbetrieb bzw. Kleinbetrieb eine Investitionsprämie gewähren, die je nach dem Interesse des Investitionsprogramms für die Region eine zusätzliche Beihilfe darstellt, dies gemäß den in Artikel 10*bis*, §§ 1, d) bis k) oder 2, b) bis i) erwähnten maximalen Prozentsätzen und Kriterien.

§ 4. Der in § 1 erwähnte Verteilerschlüssel kann in seinem Teil zu Lasten des E.F.R.E. für den in §§ 1 oder 3 erwähnten Mittelbetrieb, der einem Wettbewerbspol angehört und der mehr als 50 Arbeitsplätze schafft, oder für den in §§ 1 oder 3 erwähnten Mittelbetrieb, der mehr als 100 Arbeitsplätze schafft, erhöht werden.

Art. 7 - Artikel 6, § 1 desselben Erlasses wird mit folgendem Absatz ergänzt:

"Der Erwerb von Land ist jedoch auf 10% des angenommenen Investitionsprogramms für den Betrieb, der dieses im Rahmen der Ergänzung zur Programmplanung "Konvergenz" oder der Ergänzung zur Programmplanung "Wettbewerbsfähigkeit und Beschäftigung" durchführt, begrenzt."

Art. 8 - Artikel 6, § 1, Absatz 1, 2° desselben Erlasses wird wie folgt ergänzt:

"Der Schwellenwert der zulässigen Investitionen ist jedoch auf einen Mindestwert von:

1° 250.000 Euro für den in Artikel 2*bis*, §§ 1 oder 3 erwähnten Mittelbetrieb festgesetzt;

2° 125.000 Euro für den in Artikel 2*bis*, §§ 2 oder 3 erwähnten Kleinbetrieb festgesetzt."

Art. 9 - Artikel 10, § 3, Absatz 1 desselben Erlasses wird mit folgendem Satz ergänzt:

"Der Kleinbetrieb, der mehrere Akten während dieses Zeitraums einreicht, kann die Erstniederlassung nur einmal in Anspruch nehmen."

Art. 10 - In denselben Erlass wird ein Artikel 10*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 10*bis* - § 1. In Abweichung von den Artikeln 8 bis 10 wird der Betrag der in Artikel 2*bis*, §§ 1, 2 oder 3 erwähnten Investitionsprämie, die dem Mittelbetrieb oder dem in Artikel 2*bis*, §§ 1, 2 oder 3 erwähnten Kleinbetrieb gewährt wird und die die Ergänzung zur Programmplanung "Konvergenz" betrifft, gemäß der maximalen Intensität der regionalen Beihilfen, die durch die von der Europäischen Kommission vom 21. Februar 2007 genehmigten Karte der staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung festgesetzt wird, gemäß den folgenden Modalitäten bestimmt:

1° eine Basisbeihilfe in Höhe von 15% des angenommenen Investitionsprogramms, erhöht um 5% im Falle einer Betriebsgründung;

2° eine zusätzliche Beihilfe in den folgenden Fällen:

a) 1% pro geschaffene Arbeitsstelle, die über den in Artikel 2*bis*, § 1, Absatz 1, 2° oder 2, 2° erwähnten Mindestmengen von geschaffenen Arbeitsstellen liegt, mit einer Höchstgrenze von 5%;

b) 5% beim Schaffen von mindestens 30 Arbeitsstellen durch einen Mittelbetrieb; dies wird mit den unter a) erwähnten 5% kumuliert;

c) 5% beim Schaffen von mindestens 20 Arbeitsstellen durch einen Kleinbetrieb; dies wird mit den unter a) erwähnten 5% kumuliert;

d) 5% für den Mittel- bzw. Kleinbetrieb, dessen Investitionsprogramm im Rahmen der Wettbewerbspole mit einem Prädikat versehen ist;

e) 5% für den Mittel- bzw. Kleinbetrieb, dessen Investitionsprogramm in einer städtischen Freizone durchgeführt wird;

f) 2% für die Gründung eines Mittelbetriebs als spin-off oder spin-out;

g) 4% für die Gründung eines Kleinbetriebs als spin-off oder spin-out, der als Kleinbetrieb gilt;

h) 2% für den Mittelbetrieb, dessen Investitionsprogramm einen innovativen Charakter aufweist;

i) 4% für den Kleinbetrieb, dessen Investitionsprogramm einen innovativen Charakter aufweist;

j) 2% für den Mittelbetrieb, dessen Investitionsprogramm die Verwertung von ökologischen Innovationen, die rationelle Energienutzung und die erneuerbaren Energien oder die Verwendung der besten verfügbaren Techniken betrifft;

k) 4% für den Kleinbetrieb, dessen Investitionsprogramm die Verwertung von ökologischen Innovationen, die rationelle Energienutzung und die erneuerbaren Energien oder die Verwendung der besten verfügbaren Techniken betrifft.

§ 2. In Abweichung von den Artikeln 8 bis 10 wird der Betrag der in Artikel 2*bis*, §§ 1, 2 oder 3 erwähnten Investitionsprämie, die dem Mittelbetrieb oder dem in Artikel 2*bis*, §§ 1, 2 oder 3 erwähnten Kleinbetrieb gewährt wird und die die Ergänzung zur Programmplanung "Wettbewerbsfähigkeit und Beschäftigung" betrifft, gemäß der maximalen Intensität der regionalen Beihilfen, die durch die von der Europäischen Kommission vom 21. Februar 2007 genehmigten Karte der staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung festgesetzt wird, gemäß den folgenden Modalitäten bestimmt:

1° eine Basisbeihilfe in Höhe von 10% des angenommenen Investitionsprogramms, erhöht um 5% im Falle einer Betriebsgründung;

2° eine zusätzliche Beihilfe in den folgenden Fällen:

a) 1% pro geschaffene Arbeitsstelle, die über den in Artikel 2*bis*, § 1, Absatz 1, 2° oder § 2, 2° erwähnten Mindestmengen von geschaffenen Arbeitsstellen liegt, mit einer Höchstgrenze von 5% ;

b) 5% für das Investitionsprogramm, das im Rahmen der Wettbewerbspole mit einem Prädikat versehen ist;

c) 5% für das in einer städtischen Freizone durchgeführte Investitionsprogramm;

d) 2% für die Gründung eines spin-off oder spin-out, der als Mittelbetrieb gilt;

e) 4% für die Gründung eines spin-off oder spin-out, der als Kleinbetrieb gilt;

f) 2% für den Mittelbetrieb, dessen Investitionsprogramm einen innovativen Charakter aufweist;

g) 4% für den Kleinbetrieb, dessen Investitionsprogramm einen innovativen Charakter aufweist;

h) 2% für den Mittelbetrieb, dessen Investitionsprogramm die Verwertung von ökologischen Innovationen, die rationelle Energienutzung und die erneuerbaren Energien oder die Verwendung der besten verfügbaren Techniken betrifft;

i) 4% für den Kleinbetrieb, dessen Investitionsprogramm die Verwertung von ökologischen Innovationen, die rationelle Energienutzung und die erneuerbaren Energien oder die Verwendung der besten verfügbaren Techniken betrifft.

§ 3. Der Gesamtbetrag der Investitionsprämie, in der die in §§ 1 oder 2 erwähnten Beihilfen enthalten sind, kann 75.000 Euro pro geschaffene Arbeitsstelle nicht überschreiten."

Art. 11 - In denselben Erlass wird ein Artikel 17*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 17*bis* - § 1. Was den in Artikel 2*bis*, §§ 1, 2 oder 3 erwähnten Klein- oder Mittelbetrieb betrifft, der die in Artikel 10*bis*, §§ 1 oder 2 erwähnte Investitionsprämie bezieht und ein zugelassenes Investitionsprogramm in Höhe von weniger als einer Million Euro durchführt, erfolgt die Auszahlung der Investitionsprämie in zwei Tranchen wie folgt:

1° eine erste Tranche, die 40% des Betrags der Investitionsprämie entspricht, wenn der Mittel- bzw. Kleinbetrieb beweist, dass er mindestens 40% des zugelassenen Investitionsprogramms durchgeführt und bezahlt hat;

2° eine letzte Tranche, die dem Restbetrag der Investitionsprämie entspricht, wenn der Mittel- bzw. Kleinbetrieb beweist, dass er das ganze zugelassene Investitionsprogramm durchgeführt und bezahlt hat.

§ 2. Was den in Artikel 2bis, §§ 1, 2 oder 3 erwähnten Klein- oder Mittelbetrieb betrifft, der die in Artikel 10bis, §§ 1 oder 2 erwähnte Investitionsprämie bezieht und ein zugelassenes Investitionsprogramm in Höhe von mindestens einer Million Euro durchführt, erfolgt die Auszahlung der Investitionsprämie in drei Tranchen wie folgt:

1° eine erste Tranche, die 40% des Betrags der Investitionsprämie entspricht, wenn der Mittel- bzw. Kleinbetrieb beweist, dass er mindestens 40% des zugelassenen Investitionsprogramms durchgeführt und bezahlt hat;

2° eine zweite Tranche, die 30% des Betrags der Investitionsprämie entspricht, wenn der Mittel- bzw. Kleinbetrieb beweist, dass er mindestens 70% des zugelassenen Investitionsprogramms durchgeführt und bezahlt hat;

3° eine letzte Tranche, die dem Restbetrag der Investitionsprämie entspricht, wenn der Mittel- bzw. Kleinbetrieb beweist, dass er das ganze zugelassene Investitionsprogramm durchgeführt und bezahlt hat.

§ 3. Die in §§ 1, 1° und 2, 1° erwähnten Beweise können vom Klein- bzw. Mittelbetrieb mittels einer Bescheinigung erbracht werden, deren Muster bei der Verwaltung verfügbar ist, die von einem Betriebsrevisor oder einem Buchsachverständigen für richtig und vollständig bescheinigt wird und in der die Durchführung und die Bezahlung der betroffenen Teile des zugelassenen Investitionsprogramms angegeben sind.

In Abweichung von Artikel 17, § 1, Absatz 1 unterliegt die Auszahlung jeder Tranche der in §§ 1 oder 2 erwähnten Investitionsprämie der Einhaltung der in Artikel 16, Absatz 1 erwähnten Formalitäten.“

Art. 12 - In denselben Erlass wird ein Artikel 17ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 17ter - Der Minister kann in Fällen, die ordnungsgemäß vom in Artikel 2bis, §§ 1, 2 oder 3 erwähnten Mittel- bzw. Kleinbetrieb begründet sind, 50% des gemäß den in Artikel 10bis, § 1, 1°, 2°, d) bis k) oder § 2, 1°, 2°, b) bis i) erwähnten Modalitäten berechneten Betrags der Investitionsprämie aufrechterhalten, wenn mindestens 80 % der in Artikel 2bis, §§ 1, Absatz 1, 2° oder 2, 2° erwähnten Zielsetzung in Sachen Beschäftigung erreicht werden.“

Art. 13 - Der vorliegende Erlass wird am 21. März 2007 wirksam.

Art. 14 - Der Minister der Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Januar 2008

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,

J.-C. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 394

[2008/200384]

17 JANUARI 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1080/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juli 2006 betreffende het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1783/1999;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad van 11 juli 2006 houdende algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds en het Cohesiefonds en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1260/1999;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1628/2006 van de Commissie van 24 oktober 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag betreffende nationale investeringssteun met een gewestelijk doel;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij het decreet van 12 februari 2004 en de besluiten van de Waalse Regering van 15 april 2005 en 9 februari 2006, inzonderheid op de artikelen 19, lid 1 en 2, en 23, lid 1, van het decreet;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 april 2005, 9 februari 2006, 27 april 2006 en 6 december 2006;

Gelet op de richtsnoeren betreffende de staatssteun met een gewestelijk doel voor de periode 2007-2013;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006 tot vaststelling van de ontwikkelingszones met inachtneming van artikel 87, § 3, a) en c), van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap en de maximumbedragen vastgesteld bij de richtlijnen betreffende de regionale steunmaatregelen voor de periode 2007-2013;

Gelet op de beslissing van de Europese Commissie nr. 745/06 van 21 februari 2007 “Richtsnoeren betreffende de staatssteun met een gewestelijk doel voor de periode 2007-2013 - Kaart van de staatssteun met een gewestelijk doel : België, Bulgarije, Roemenië;

Gelet op het officiële bericht bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 2007, blz. 16068;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 juni 2007;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 20 juni 2007;

Gelet op advies nr. 43.867/2/V van de Raad van State, gegeven op 24 augustus 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen wordt vervangen als volgt :

“4° de “middelgrote onderneming” : de onderneming bedoeld in artikel 3, § 3, waarvan het personeelsbestand en de financiële drempels deze zijn, bedoeld in artikel 2.1. van bijlage I bij Verordening (EG) nr. 70/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen en met uitsluiting van de categorie van de kleine onderneming bedoeld in punt 5;”.

Art. 2. Artikel 1, 5°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 april 2005, wordt vervangen als volgt :

"5° de "kleine onderneming" : de onderneming bedoeld in artikel 3, §3, van het decreet waarvan het personeelsbestand en de financiële drempels deze zijn, bedoeld in artikel 2.2. van bijlage I bij voornoemde Verordening (EG) nr. 70/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 en waarvan de zeer kleine onderneming, beter omschreven in artikel 2.3. van bedoelde bijlage, deel uitmaakt;"

Art. 3. Artikel 1, 7°, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

"7° "spin-off of spin-out" : de onderneming bedoeld in artikel 3, § 6, van het decreet;"

Art. 4. Artikel 1 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

"24° "aanvulling op de programmering "convergentie" " : de uitvoering van maatregel 1.1. "stimulering van de investeringen ten gunste van de werkgelegenheid en de toegevoegde waarde" van de aanvulling op de programmering van het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, hierna "E.F.R.O." genoemd, overeenkomstig artikel 4 van voornoemde Verordening nr. 1080/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juli 2006;

25° "aanvulling op de programmering "concurrentiekracht en werkgelegenheid" : de uitvoering van maatregel 1.1. "stimulering van de investeringen ten gunste van werkgelegenheid en toegevoegde waarde" van de aanvulling op de E.F.R.O.-programmering overeenkomstig artikel 5 van voornoemde Verordening nr. 1080/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juli 2006;

26° "gecreëerde arbeidsplaats" : de bijkomende arbeidsplaats(en) gecreëerd ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand bedoeld in artikel 1, 21°, behalve als de onderneming onder een hoger streefcijfer inzake jobcreatie valt in het kader van een vorig dossier waarin dat streefcijfer inzake jobcreatie als aanvankelijk personeelsbestand wordt genomen;"

Art. 5. Artikel 1 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

"Bij de oprichting van een onderneming worden het personeelsbestand en de financiële drempels te goeder trouw geraamd op grond van een financieel plan."

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt een artikel *2bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *2bis*. § 1. De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan een investeringspremie, tegen 65 % gefinancierd ten laste van de gewestbegroting en tegen 35 % ten laste van E.F.R.O., toekennen in het kader van de aanvulling op de programmering "convergentie" of van de aanvulling op de programmering "concurrentiekracht en werkgelegenheid" aan de middelgrote onderneming die naast de voorwaarden bedoeld in artikel 2 :

- 1° een bedrijfszetel heeft, gelegen in één van de ontwikkelingsgebieden;
- 2° minstens tien arbeidsplaatsen creëert;
- 3° onder volgende sectoren of sectordelen valt :
 - a) dienstverlening aan ondernemingen;
 - b) biotechnologieën;
 - c) chemische en farmaceutische industrie;
 - d) productie en toepassing van nieuwe materialen;
 - e) informatie- en communicatietechnologieën zoals intelligente informatica, multimedia, telecommunicatie, ontvangst en transmissie;
 - f) lucht- en ruimtevaartnijverheid;
 - g) fabricatie van machines en uitrustingen;
 - h) fabricatie van medisch materiaal, wetenschappelijke instrumentatie, optica en procedurecontroles;
 - j) plastic;
 - j) milieubescherming;
 - k) hernieuwbare energie, rationeel energiegebruik;
 - l) agrovoeding;
 - m) gecombineerd vervoer of logistieke steun;
 - n) call center of distributiecentrum;
 - o) onderzoek en ontwikkeling;
 - p) toerisme.

De Minister bepaalt de sectoren bedoeld in lid 1 nader.

§ 2. De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan een investeringspremie, tegen 65 % gefinancierd ten laste van de gewestbegroting en tegen 35 % ten laste van E.F.R.O., toekennen in het kader van de aanvulling op de programmering "convergentie" of van de aanvulling op de programmering "concurrentiekracht en werkgelegenheid" aan de kleine onderneming die naast de voorwaarden bedoeld in artikel 2 :

- 1° een bedrijfszetel heeft, gelegen in één van de ontwikkelingsgebieden;
- 2° minstens vijf arbeidsplaatsen creëert, of minstens drie arbeidsplaatsen als het de oprichting van een spin-off of een spin-out betreft;
- 3° onder volgende sectoren of sectordelen bedoeld in § 1, lid 1, 3°, valt.

§ 3. De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan eveneens een investeringspremie toekennen aan de middelgrote onderneming of aan de kleine onderneming bedoeld in §§ 1 of 2 toekennen voor een gelabeld investeringsprogramma in het kader van de concurrentiepolen en die niet gelegen is in één van de sectoren bedoeld in § 1, lid 1, 3^o, met uitzondering van de sectoren uitgesloten bij artikel 4 van het decreet.

Daarnaast kan de Minister een investeringsprogramma toelaten van een middelgrote of kleine onderneming bedoeld in §§ 1 of 2 die niet gelegen is in één van de sectoren bedoeld in § 1, lid 1, 3^o, met uitzondering van de sectoren uitgesloten bij artikel 4 van het decreet.

De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan eveneens aan de middelgrote of de kleine onderneming bedoeld in §§ 1 of 2 een investeringspremie toekennen die een bijkomende steun vormt in functie van het belang van het investeringsprogramma voor het Gewest volgens de maximumpercentages en de criteria bedoeld in artikel 10*bis*, §§ 1, d) tot k), of 2, b) tot i).

§ 4. De verdeelsleutel bedoeld in § 1 kan, in het EFRO-deel, verhoogd worden voor de middelgrote onderneming bedoeld in §§ 1 of 3, die deel uitmaakt van een concurrentiepool of die meer dan 50 arbeidsplaatsen creëert of voor de middelgrote onderneming bedoeld in §§ 1 of 3 die meer dan 100 arbeidsplaatsen creëert."

Art. 7. Artikel 6, § 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

"De aankoop van grond wordt evenwel beperkt tot 10 % van het toegelaten investeringsprogramma voor de onderneming die dat programma uitvoert in het kader van de aanvulling op de programmering "convergentie" of van de aanvulling op de programmering "concurrentiekracht en werkgelegenheid"."

Art. 8. Artikel 6, § 1, lid 1, 2^o, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

"De drempel van de toelaatbare investeringen wordt evenwel beperkt tot een minimum van :

1^o 250.000 euro voor wat betreft de middelgrote onderneming bedoeld in artikel 2*bis*, §§ 1 of 3;

2^o 125.000 euro voor wat betreft de kleine onderneming bedoeld in artikel 2*bis*, §§ 2 of 3."

Art. 9. Artikel 10, § 3, lid 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgende volzin :

"De zeer kleine onderneming die meerdere dossiers indient tijdens die periode kan slechts één keer in aanmerking komen voor de eerste vestiging."

Art. 10. In hetzelfde besluit wordt een artikel 10*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 10*bis*. § 1. In afwijking van de artikelen 8 tot 10 wordt het bedrag van de investeringspremie bedoeld in artikel 2*bis*, §§ 1, 2 of 3, toegekend aan de middelgrote onderneming of aan de kleine onderneming bedoeld in artikel 2*bis*, §§ 1, 2 of 3, en met betrekking tot de aanvulling op de programmering "convergentie", berekend overeenkomstig de maximumintensiteit van de geweststeun bepaald bij de kaart van de staatssteun met een gewestelijk doel, goedgekeurd door de Europese Commissie op 21 februari 2007, volgens deze modaliteiten :

1^o een basissteun van 15 % van het toegelaten investeringsprogramma, vermeerderd met 5 % als het de oprichting van een onderneming betreft;

2^o bijkomende steun in de volgende gevallen :

a) 1 % per gecreëerde arbeidsplaats bovenop de minimumdrempels voor gecreëerde arbeidsplaatsen bedoeld in artikel 2*bis*, § 1, lid 1, 2^o, of § 2, 2^o, met een maximumpercentage van 5 %;

b) 5 % bij de creatie van minstens 30 arbeidsplaatsen door een middelgrote onderneming, gevoegd bij de 5 % bedoeld onder a);

c) 5 % bij de creatie van minstens 20 arbeidsplaatsen door een kleine onderneming, gevoegd bij de 5 % bedoeld onder a);

d) 5 % voor de middelgrote onderneming of de kleine onderneming waarvan het investeringsprogramma gelabeld is in het kader van de concurrentiepolen;

e) 5 % voor de middelgrote onderneming of de kleine onderneming waarvan het investeringsprogramma gelabeld is in een stedelijk vrij gebied;

f) 2 % voor de creatie van een middelgrote onderneming in de vorm van een spin-off of een spin-out;

g) 4 % voor de creatie van een kleine onderneming in de vorm van een spin-off of een spin-out met de hoedanigheid van kleine onderneming;

h) 2 % voor de middelgrote onderneming waarvan het investeringsprogramma een innoverend karakter vertoont;

h) 4 % voor de kleine onderneming waarvan het investeringsprogramma een innoverend karakter vertoont;

j) 2 % voor de middelgrote onderneming waarvan het investeringsprogramma betrekking heeft op de valorisering van eco-innovaties, het rationeel energiegebruik en de hernieuwbare energie of het gebruik van de beste beschikbare technieken;

k) 4 % voor de kleine onderneming waarvan het investeringsprogramma betrekking heeft op de valorisering van eco-innovaties, het rationeel energiegebruik en de hernieuwbare energie of het gebruik van de beste beschikbare technieken.

§ 2. In afwijking van de artikelen 8 tot 10 wordt het bedrag van de investeringspremie bedoeld in artikel 2*bis*, §§ 1, 2 of 3, toegekend aan de middelgrote onderneming of aan de kleine onderneming, bedoeld in artikel 2*bis*, §§ 1, 2 of 3, en met betrekking tot de aanvulling op de programmering "concurrentiekracht en werkgelegenheid", berekend overeenkomstig de maximumintensiteit van de geweststeun bepaald bij de kaart van de staatssteun met een gewestelijk doel, goedgekeurd door de Europese Commissie op 21 februari 2007, volgens deze modaliteiten :

1° een basissteun van 10 % van het toegelaten investeringsprogramma, vermeerderd met 5 % als het de oprichting van een onderneming betreft;

2° bijkomende steun in de volgende gevallen :

a) 1 % per gecreëerde arbeidsplaats bovenop de minimumdrempels voor gecreëerde arbeidsplaatsen bedoeld in artikel 2*bis*, § 1, lid 1, 2°, of § 2, 2°, met een maximumpercentage van 5 %;

b) 5 % voor het gelabelde investeringsprogramma in het kader van de concurrentiepolen;

c) 5 % voor het investeringsprogramma gelegen in een stedelijk vrij gebied;

d) 2 % voor de oprichting van een spin-off of een spin-out met de hoedanigheid van middelgrote onderneming;

e) 4 % voor de oprichting van een spin-off of een spin-out met de hoedanigheid van kleine onderneming;

f) 2 % voor de middelgrote onderneming waarvan het investeringsprogramma een innoverend karakter vertoont;

g) 4 % voor de kleine onderneming waarvan het investeringsprogramma een innoverend karakter vertoont;

h) 2 % voor de middelgrote onderneming waarvan het investeringsprogramma betrekking heeft op de valorisering van eco-innovaties, het rationeel energiegebruik en de hernieuwbare energie of het gebruik van de beste beschikbare technieken;

i) 4 % voor de kleine onderneming waarvan het investeringsprogramma betrekking heeft op de valorisering van eco-innovaties, het rationeel energiegebruik en de hernieuwbare energie of het gebruik van de beste beschikbare technieken.

§ 3. Het totaalbedrag van de investeringspremie met inbegrip van de steun bedoeld in §§ 1 of 2 mag per gecreëerde arbeidsplaats 75.000 euro niet overschrijden."

Art. 11. In hetzelfde besluit wordt een artikel 17*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 17*bis*. § 1. Wat betreft de middelgrote of de kleine onderneming, bedoeld in artikel 2*bis*, §§ 1, 2 of 3, die in aanmerking komt voor de investeringspremie bedoeld in artikel 10*bis*, §§ 1 of 2 en die een toegelaten investeringsprogramma uitvoert met een bedrag lager dan één miljoen euro, wordt de investeringspremie in twee schijven uitbetaald, als volgt :

1° een eerste schijf die 40 % vertegenwoordigt van het bedrag van de investeringspremie als de middelgrote of de kleine onderneming het bewijs levert dat zij minstens 40 % van het toegelaten investeringsprogramma uitgevoerd en betaald heeft;

1° een laatste schijf die het saldo van de investeringspremie vertegenwoordigt als de middelgrote of de kleine onderneming het bewijs levert dat zij het gehele toegelaten investeringsprogramma uitgevoerd en betaald heeft.

§ 2. Wat betreft de middelgrote of de kleine onderneming, bedoeld in artikel 2*bis*, §§ 1, 2 of 3, die in aanmerking komt voor de investeringspremie bedoeld in artikel 10*bis*, §§ 1 of 2 en die een toegelaten investeringsprogramma uitvoert met een bedrag van één miljoen euro en meer, wordt de investeringspremie in drie schijven uitbetaald, als volgt :

1° een eerste schijf die 40 % vertegenwoordigt van het bedrag van de investeringspremie als de middelgrote of de kleine onderneming het bewijs levert dat zij minstens 40 % van het toegelaten investeringsprogramma uitgevoerd en betaald heeft;

2° een tweede schijf die 30 % vertegenwoordigt van het bedrag van de investeringspremie als de middelgrote of de kleine onderneming het bewijs levert dat zij minstens 70 % van het toegelaten investeringsprogramma uitgevoerd en betaald heeft;

3° een laatste schijf die het saldo van de investeringspremie vertegenwoordigt als de middelgrote of de kleine onderneming het bewijs levert dat zij het gehele toegelaten investeringsprogramma uitgevoerd en betaald heeft.

§ 3. De bewijzen bedoeld in §§ 1, 1°, en 2, 1°, kunnen voorgelegd worden door de middelgrote of de kleine onderneming middels een attest waarvan het model beschikbaar is bij het bestuur, in, oprecht en waar verklaard door een bedrijfsrevisor of een accountant om aan te tonen dat de betrokken delen van het toegelaten investeringsprogramma uitgevoerd en betaald zijn.

In afwijking van artikel 17, § 1, lid 1, wordt de uitbetaling van elke schijf van de investeringspremie bedoeld in §§ 1 of 2 ondergeschikt gemaakt aan de naleving van de formaliteiten bedoeld in artikel 16, lid 1."

Art. 12. In hetzelfde besluit wordt een artikel 17*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 17*ter*. De Minister kan in de gevallen die behoorlijk verantwoord worden door de middelgrote of de kleine onderneming bedoeld in artikel 2*bis*, §§ 1, 2 of 3, 50 % van het bedrag van de investeringspremie, berekend volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 10*bis*, § 1, 1°, 2°, d) tot k), of § 2, 1°, 2°, b) tot i), behouden als minstens 80 % van de werkgelegenheidsdoelstelling bedoeld in artikel 2*bis*, § 1, lid 1, 2°, of 2, 2°, bereikt wordt."

Art. 13. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 21 maart 2007.

Art. 14. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 januari 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,
J.-C. MARCOURT